



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20260081
Code AIOT : 0010003927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Chemin des Chambres 37310 Cigogné. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- Chemin des Chambres 37310 Cigogné
- Code AIOT : 0010003927
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite une installation de stockage de céréales d'une capacité de 11 600 tonnes sur la commune de Cigogné, soumise à Autorisation, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2008.

L'installation est composée de 2 silos verticaux métalliques palplanche :

- le silo 1 constitué de 10 cellules, dont 6 cellules de 300 tonnes et 4 cellules de 750 tonnes (soit une capacité totale de 4 800 tonnes / 6 400 m³)
- le silo 2 constitué de 8 cellules de 850 tonnes (soit une capacité totale de 6 800 tonnes / 9 066 m³)

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites VI 18/10/2023 (PDC n°2) : plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suites VI 18/10/2023 (PDC n°4) : dispositifs de découplage	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suites VI 18/10/2023 (PDC n°11) : réserve incendie	AP Complémentaire du 13/06/2008, article 27	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Protection contre la foudre : ARF, ETF, vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 17.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Mesures de protection	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	contre les explosions : dispositifs de découplage	article 19.1			
15	Mise à jour de la situation administrative du site	AP Complémentaire du 13/06/2008, article 3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 11	Sans objet
8	Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.2	Sans objet
9	Appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.1	Sans objet
10	Systèmes d'aspiration et de filtration	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.2	Sans objet
11	Mesures de prévention visant à éviter un auto échauffement	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 21	Sans objet
12	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 24	Sans objet
13	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 28	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites VI 18/10/2023 (PDC n°2) : plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'intervention du site
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 19 du présent arrêté ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; • les stratégies d'intervention en cas de sinistre; • la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat relevé lors de la visite d'inspection du 28 septembre 2020 :</u> Le plan d'intervention des secours n'a pas été actualisé en fonction des évolutions de fonctionnement du site. Par ailleurs, la situation administrative est à actualiser. En réponse à ce constat, par courrier du 25 janvier 2021 l'exploitant a indiqué : "Nous nous rapprochons du SDIS pour mise à jour du plan d'intervention ETARE référencé..."</p> <p><u>Constat relevé lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2023 :</u> Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour. La situation administrative du site n'est pas actualisée. La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 28 septembre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : "Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour.</p>

Par ailleurs, la situation administrative du site n'est pas actualisée."

Réponse de l'exploitant par courrier du 09/01/2024 :

Le plan ETARE est en cours de mise à jour avec le SDIS, une réunion de travail a eu lieu en décembre sur site. Nous vous le communiquerons dès réception.

Constat lors de la visite d'inspection du 11/03/2026 :

L'inspection a constaté que le plan des installations du site (extrait du plan ETARE du SDIS daté de janvier 2024) localise et définit les différentes installations du site, les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours (la réserve d'eau incendie, les 2 colonnes sèches). Il tient compte de l'arrêt de l'activité de stockage d'engrais solides et d'engrais liquides sur le site. Toutefois, le plan ne localise pas les mesures de protection contre les explosions définies à l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2008 (dispositifs de découplage et surfaces souffables).

Le plan d'intervention AXEREAL du site affiché mentionne les consignes principales de sécurité suivantes : en cas d'accident corporel, en cas d'incendie, en cas de déversement accidentel, numéros d'urgence.

De plus, l'inspection a également constaté l'affichage dans le bureau d'exploitation des consignes à suivre en cas d'incendie (Consigne Sécurité CS002 du 20/12/2022) et en cas d'auto-échauffement du grain (Consigne Environnement CE105 du 27/08/2012).

Conclusion : La première partie du constat libellée suite à la visite d'inspection du 18/10/2023, relative au plan des installations à communiquer au SDIS, est levée. La seconde partie du constat, relative à la situation administrative du site qui n'est pas actualisée, est reprise dans le point de contrôle n°15 du présent rapport.

La non-conformité suivante est libellée : Le plan d'intervention du site ne localise pas les dispositifs de découplage et les surfaces soufflables présents dans le silo.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suites VI 18/10/2023 (PDC n°4) : dispositifs de découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.1

Thème(s) : Situation administrative, Dispositifs de découplage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

La mise en place des dispositifs de découplages résistants aux pressions déterminées par l'exploitant sera effective au plus tard le 1er août 2008.

Constats :

Constat suite à la visite d'inspection du 28 septembre 2020 :

Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2.

En réponse à ce constat, par courrier du 25 janvier 2021 l'exploitant a indiqué : "L'environnement du site n'abritant plus de tiers sensibles en raison du caractère désaffecté du pavillon, nous travaillons actuellement à une nouvelle évaluation du risque de propagation d'explosion de la tour vers l'espace sous cellules. Nous reviendrons vers vous rapidement avec les conclusions de cette étude."

Constat suite à la visite d'inspection du 18 octobre 2023 :

L'exploitant n'a pas transmis de nouvelle évaluation du risque de propagation d'explosion de la tour de manutention vers l'espace sous cellules du silo 2. La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 28 septembre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : Les dispositifs de découplage entre le silo 2 et la tour de manutention du silo 2 n'ont pas été mis en place au niveau de la jonction du rez-de-chaussée avec l'espace sous cellules du silo 2.

Réponse de l'exploitant par courrier du 09/01/2024 :

Ce scénario d'explosion tour silo 2 vers espace sous cellule silo 1 a été étudié dans l'étude de dangers de mars 2006. Il est démontré que la surface d'évent présente au niveau de la tour de manutention du silo 2 (21,6 m² de plaques plexi) est suffisante au regard de la surface d'évents préconisée par la norme VDI (2,14 m²). Par conséquent, une potentielle explosion primaire dans un élévateur se dissiperait dans le volume de la tour et s'évacuerait à l'extérieur par les surfaces d'évents et dans le volume sous cellule du silo 1. Néanmoins l'ouverture donnant vers l'espace sous cellule représente une surface moindre comparée à la surface d'évents de la tour. Par conséquent, les effets de l'explosion sortiraient principalement par les événements de la tour.

De plus, le volume sous cellules du silo 1 forme un volume unitaire avec le rez-de-chaussée, 1er, le 2ème et 3ème étage de la tour de manutention du silo 1. Cela représente un volume de détente de 3 698 m³.

La propagation des effets d'une éventuelle explosion dans un élévateur dans le volume sous cellules du silo 1 ne pourrait pas générer d'explosion pour les raisons suivantes :

- non atteinte de la LIE étant donnée la propreté du volume sous cellules (nettoyage régulier et peu de source d'empoussièrement) ;
- manque de confinement (grand volume de détente).

Au niveau cotation l'étude indique donc que la probabilité de survenue d'une explosion dans le volume sous cellules du silo 1 suite à une explosion dans un élévateur du silo 2 est très faible du fait de la non réunion de l'ensemble des conditions nécessaire à la survenue d'une explosion. La fréquence sera donc cotée à 1. La gravité est évaluée à 2, de par les faibles conséquences engendrées.

Le risque (gravité / fréquence) est faible puisque il est très peu probable qu'une explosion dans le rez-de-chaussée du silo 1 survienne suite à une explosion dans un élévateur du silo 2.

Un découplage n'apporterait donc pas de maîtrise de risque supplémentaire.

D'autre part il n'y a pas de tiers à proximité.

Constat suite à la visite d'inspection du 11/03/2026 :

L'inspection a constaté que le volume sous cellules du silo 1 (situé en rez-de-chaussée) est entièrement soufflable du fait des parois latérales constituées de bardage métallique et de plaques translucides en plexiglass. Le volume sous cellules du silo 1 communique avec le rez-de-chaussée de la tour du silo 1 et le rez-de-chaussée de la tour du silo 2. Les parois des 2 tours de manutention sont constituées de bardage métallique et de plaques translucides en plexiglass : les parois sont donc soufflables.

Dans ces conditions, il appartient à l'exploitant, le cas échéant, de faire valoir la justification de l'absence de dispositif de découplage entre le volume sous les cellules du silo 1 et le rez-de-chaussée des deux tours de manutention dans une demande d'aménagement de la prescription définie à l'article 19.1 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2008.

Des photos du volume sous les cellules du silo 1 et ouvertures vers les deux tours de manutentions sont jointes en annexe confidentielle.

Conclusion : Dans l'attente de la modification de la prescription par un arrêté préfectoral complémentaire, la non-conformité libellée suite à la visite d'inspection du 18/10/2023 est maintenue. Il appartient donc à l'exploitant de solliciter, auprès de Monsieur le Préfet, un aménagement de la prescription définie à l'article 19.1 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2008 qui impose notamment un dispositif de découplage entre le rez-de-chaussée des tours de manutention (des silos 1 et 2) et le volume sous cellules du silo 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Suites VI 18/10/2023 (PDC n°11) : réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2008, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

"Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :
- le site est équipé d'une réserve incendie de 350 m³ »

[...]

"Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. " [...]

Constats :

Constat lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 :

Le site est équipé d'une réserve incendie ouverte de 350 m³. Cette dernière est clôturée et équipée d'un portail d'accès qui est mal positionné. Ce portail situé à l'Ouest de la réserve rend son accès difficile par les services de secours incendie en cas de besoin. La réserve ne possède pas de colonne d'aspiration ce qui peut être admis par le règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie du SDIS 37.

L'inspection demande à l'exploitant de modifier la position du portail afin qu'il soit à l'Est de la réserve permettant ainsi de faciliter la mise en place des tuyaux d'aspiration des engins pompes en cas de besoin (la longueur des tuyaux d'aspirations ne doit pas excéder 8 m).

Réponse de l'exploitant par courrier du 09/01/2024 :

Des travaux de démolition du auvent de la maison, ainsi que l'aménagement d'une nouvelle porte sont prévues. Vous trouverez en pièce jointe le devis. La commande sera passée dès janvier 2024. Le débroussaillage de la zone est en cours. Les travaux seront réalisés avant le 30/04/2024.

Constat lors de la visite d'inspection du 11/03/2026 :

L'inspection a fait les constats suivants :

- la réserve d'eau incendie est clôturée et accessible via un portillon situé du côté Ouest à proximité du pavillon désaffecté ;
- la réserve est pleine d'eau ;
- la végétation aux abords est entretenue ;
- suite à la démolition du auvent de la maison, le portillon d'accès à la réserve incendie est accessible.

Concernant le volume de la réserve incendie, le plan d'intervention de l'exploitant ne précise pas son volume et le plan ETARE du SDIS datant de janvier 2024 mentionne un volume de 200 m³.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser le volume réel d'eau disponible.

Des photos de la réserve d'eau et du pavillon désaffecté sont jointes en annexe confidentielle.

Conclusion : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 est levée (PDC n°11 du précédent rapport). Nouvel écart: L'exploitant justifie le volume de la réserve d'eau incendie, constatée pleine au jour de l'inspection, et affiche le volume au niveau de la réserve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation de l'accès aux installations du site
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées où en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. [...] Le site est entièrement clos (clôtures, portails, murs y compris ceux des bâtiments,) et les bâtiments sont fermés à clé hors période de travail. Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une clôture métallique sur la totalité de la périphérie du site et de deux portails d'accès donnant sur la route D58. Les portails d'accès au site et les bâtiments sont fermés à clé en dehors des heures d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre : ARF, ETF, vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21
Thème(s) : Risques accidentels, ARF, ETF, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : <u>Article 18</u> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. <u>Article 19</u> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée le 18/06/2010 par IDEATION techniques, et l'étude technique foudre (ETF) a été réalisée le 20/02/2012 par le même bureau d'étude. Cette dernière étude conclut que "les bâtiments du site sont autoprotégés. Les paratonnerres existants ne sont pas nécessaires et peuvent être démontés ou maintenus et contrôlés selon la réglementation en vigueur."

Par courrier du 17/01/2018, l'exploitant a informé l'inspection que les travaux de démontage des paratonnerres avaient été achevés le 27 octobre 2017 par la société FORSOND et a transmis le DOE correspondant.

Lors de la présente visite d'inspection du 11/03/2026, l'inspection a constaté l'absence de paratonnerre sur le site. La dernière vérification annuelle des installations de protection contre la

foudre du site a été effectuée le 19/11/2025 par l'organisme SOCOTEC ; il s'agissait d'une vérification complète. Le rapport conclut au libellé d'une non-conformité concernant une fixation à refaire au niveau d'un conducteur de descente. L'exploitant a précisé qu'une demande d'intervention avait déjà été effectuée, qu'un premier devis avait été établi et qu'il est dans l'attente d'un second devis avant de passer la commande.

Conclusion : Le rapport relatif à la dernière vérification périodique des installations de protection contre la foudre du site effectuée le 19/11/2025 conclut au libellé d'une non-conformité ; elle n'a pas fait l'objet d'une action de remise en état dans un délai d'un mois. L'exploitant informe l'inspection du plan d'action prévu et transmet un justificatif après réalisation de l'action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 17.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

<p>- où disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes «protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel, Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les silos, toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements du travail du grain est interdite, Les sources d'éclairages fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées.</p>

<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification annuelle des installations électriques du site a été effectuée le 10/12/2025 par l'organisme DEKRA. L'inspection a consulté les rapports Q18 et ICPE correspondants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport Q18 précise qu'il s'agissait d'une vérification complète et conclut que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion ; le rapport liste 2 observations reprises ci-après : <ol style="list-style-type: none"> 1) silo - platines TGBT : dépôt de poussières important --> à nettoyer 2) silo extension - élévateur bas (protection surintensité) : protection contre les surcharges non assurée --> protection thermique à régler à 15.2 A <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport ICPE liste 1 observation qui est la suivante : <ol style="list-style-type: none"> 3) silo (risque explosion BE3) : absence marquage sur poires de niveau pour adéquation ATEX --> fournir la documentation des poires de niveau (risque classé de niveau U3) <p>Conclusion : Les rapports Q18 et ICPE relatifs à la dernière vérification périodique des installations électriques effectuée le 10/12/2025 listent 3 non-conformités. L'exploitant informe l'inspection du plan d'actions prévu et transmet un justificatif après réalisation des actions correctives.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Mesures de protection contre les explosions : dispositifs de découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de découplage

Prescription contrôlée :

Article 19 : mesures de protection contre les explosions

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

19.1 - Dispositifs de découplage

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Pour les silos n°1 et n°2, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

Silo	Volume A	Volume B	Résistance en mbar
Silo 1	Rez-de-chaussée de la tour manutention du silo 2	Rez-de-chaussée et volume sous cellules du silo 1	
	2ème étage du silo 1	Ciels des cellules du silo 1	100
	2ème étage du silo 1	Ciels des boisseaux de chargement route du silo 1	100
	Rez-de-chaussée de la tour manutention du silo 2	Volume sous cellule du silo 1	
Silo 2	4ème étage du silo 2	Ciel des cellules du silo 2	100
	4ème étage du silo 2	Ciel des cellules du silo 1	100
	Sous-sol du silo 2	Galerie sous cellule du silo 2	100

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

personnel.

L'exploitant détermine, dans un délai de 4 mois à compter de la publication du présent arrêté et pour l'ensemble des découplages visés dans le présent article, les pressions auxquels doivent résister les dispositifs afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions.

Une note de synthèse qui devra présenter de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires et le cas échéant, les justifications en application du point 18.3 [Mesures compensatoires en cas d'impossibilité technique] du présent article, sera communiquée à l'inspection des installations classées.

La mise en place des dispositifs de découplages résistants aux pressions déterminées par l'exploitant sera effective au plus tard le 1er août 2008.

Constats :

L'inspection a constaté la présence des dispositifs de découplage suivants (un schéma est joint en annexe confidentielle) :

	Volume A	Volume B	Dispositifs de découplage en place
Silo 1	Tour du silo 2 (rdc)	Rez-de-chaussée de la tour du silo 1 et volume sous cellules du silo 1	<i>Pas de découplage, mais des surfaces soufflables (cf. constat au point de contrôle n°2)</i>
	Tour du silo 1 (2ème étage)	Ciels des cellules du silo 1	Bardage métallique + porte métallique s'ouvrant vers le ciel des cellules et fermée par une poignée métallique pivotante
	Tour du silo 1 (2ème étage)	Ciels des boisseaux de chargement route du silo 1	Bardage métallique + porte métallique s'ouvrant vers le ciel des boisseaux et fermée par un verrou métallique horizontal
	Tour du silo 2 (rdc)	Volume sous cellules du silo 1	<i>Pas de découplage, mais des surfaces soufflables (cf. constat au point de contrôle n°2)</i>
Silo 2	Tour du silo 2 (étages)	Ciel des cellules du silo 2	Bardage métallique + porte métallique s'ouvrant vers le ciel des cellules et

			des cellules et fermée par un verrou métallique horizontal
	Tour du silo 2 (étages)	Ciel des cellules du silo 1	Bardage métallique + porte métallique s'ouvrant vers la tour et fermée par une poignée métallique pivotante
	Tour du silo 2 (sous-sol)	Galerie sous cellules du silo 2	Bardage métallique + porte métallique s'ouvrant vers la galerie et fermée par un verrou métallique horizontal

L'inspection a constaté que les dispositifs de découplage étaient en place (hormis le découplage relatif au volume sous cellules du silo 1, traité dans le point de contrôle n°2). Chaque porte de découplage était fermée et un affichage était apposé sur chaque porte pour préciser que la porte doit rester fermée.

Concernant le sens d'ouverture des portes, seule la porte de découplage séparant la tour de manutention du silo 2 du ciel de cellules du silo 1 s'ouvre dans le bon sens (du ciel de cellules vers la tour). Les autres portes s'ouvrent dans le sens inverse pour différents motifs : soit du fait de la présence de tirants devant la porte du côté de la tour, soit du fait d'un accès sur une petite plateforme dans la tour ne permettant pas le passage d'un homme en cas d'ouverture vers la tour, etc.

L'inspection demande à l'exploitant d'identifier les portes dont le sens d'ouverture ne peut pas être modifié avec justification des contraintes techniques et définition de mesure(s) compensatoire(s) (a minima le renforcement du système de verrouillage de la porte).

Conclusion : Des portes de découplage ne s'ouvrent pas dans un sens permettant de s'opposer à une explosion débutant dans la tour en s'ouvrant vers les tours de manutention (cela concerne 4 portes sur 5).

Concernant les portes dont le sens d'ouverture ne peut pas être modifié, l'exploitant peut solliciter une demande d'aménagement de prescription ; dans ce cas, il transmettra la justification des contraintes techniques et la définition de mesure(s) compensatoire(s) (a minima le renforcement du système de verrouillage de la porte).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 19.2

Thème(s) : Risques accidentels, Events ou surfaces soufflables

Prescription contrôlée :

Article 19 : mesures de protection contre les explosions

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...]

19.2 - Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes.

Pour les silos 1 et 2, des surfaces soufflables sont mises en place au niveau des volumes suivants :

Silo	Volumes	Surface en m ²
Silo 1	Tour de manutention silo 1 : - sous-sol + galerie de reprise sous trémies	2,6
	- volume unitaire = volume sous cellules, rez-de-chaussée	
	- 3 ^{ème} étage	81,1
	- volume unitaire 4 ^{ème} étage - 6 ^{ème} étage	38,3
Silo	Volumes	Surface en m ²
Silo 2	Tour de manutention silo 2	
	- sous-sol	0,6
	- reste de la tour	21,6

La mise en place des surfaces soufflables déterminées par l'exploitant sera effective au plus tard le 1 août 2008. Pour cela l'exploitant s'assure que la réalisation de ces travaux ne nuit pas à la résistance de l'infrastructure des bâtiments.

Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.

Constats :

L'inspection a fait les constats suivants :

- au niveau du silo 1 :
 - les parois de la tour de manutention sont constituées de plaques de bardage métallique et de plaques translucides en plexiglass, depuis le rez-de-chaussée jusqu'au toit.
 - le volume enterré de la tour communique avec le rez-de-chaussée de la tour via l'ouverture pour l'échelle d'accès au sous-sol et des trappes métalliques.
 - le toit de la tour et le toit des cellules sont constitués de plaques de fibrociment.
 - les parois latérales du volume sous cellules sont constituées de plaques métalliques et de plaques translucides en plexiglass.
- au niveau du silo 2 :
 - les parois de la tour de manutention sont constituées de plaques de bardage métallique et de plaques translucides en plexiglass, depuis le rez-de-chaussée jusqu'au toit.
 - le volume enterré de la tour communique avec le rez-de-chaussée de la tour via l'ouverture pour l'échelle d'accès au sous-sol.
 - le toit de la tour et le toit des cellules sont constitués de plaques de tôle métallique.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité des appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à chaîne	- Détecteur de surintensité moteur - Détecteurs de bourrage
Élévateurs	- Contrôleur de rotation - Contrôleurs de déport de sangles - Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique**
Vis	- Détecteur de surintensité moteur
Appareils Nettoyeur, Séparateur	- Aspiration des poussières

** En cas de remplacement uniquement

<p>Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.</p> <p>En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a fait procéder à un test du bon fonctionnement d'un détecteur de bourrage du transporteur à chaîne TC6 utilisé pour la reprise des cellules du silo 1. Le test a été réalisé après la mise en route d'un circuit de vidange d'une cellule du silo 1. Le responsable du site a simulé un bourrage en levant la trappe de bourrage, et le circuit s'est arrêté quasi immédiatement et une alarme sonore a retenti. L'inspection a également constaté au niveau de l'armoire de commande que le voyant klaxon et le voyant bourrage étaient allumés. Après avoir acquitté le défaut bourrage, l'exploitant a pu remettre en route le circuit.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Systèmes d'aspiration et de filtration

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 20.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux systèmes d'aspiration et de filtration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement, dans le cas contraire, l'exploitant justifie que les mesures compensatoires mises en œuvre permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent. Les éléments de justification sont communiqués à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois ; - les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant fréquence et enregistrement ; - le stockage et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier, les chambres à poussière ne sont plus utilisées et toute disposition est prise afin d'éviter toute accumulation de poussière à l'intérieur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les installations de manutention des silos 1 et 2 sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.</p> <p>Par sondage, dans le local de commande du silo, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en route un circuit sans avoir mis en marche l'aspiration, et le circuit n'a pas démarré. Puis lorsque l'inspection a demandé de mettre en route le même circuit après avoir mis en marche l'aspiration</p>

(en mettant en fonctionnement la vis à déchets de la benne à poussières), le circuit s'est mis en marche.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures de prévention visant à éviter un auto échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Silothermométrie, procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité....) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.

Les cellules de stockages sont équipées de sondes thermométriques adaptées à la configuration des silos.

Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Lors des opérations de ventilation des céréales la vitesse à la surface du produit est telle qu'elle évite entraînement des poussières. Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques minimales de concentration en poussières énoncées à l'article 22 [Émissions de poussières]. Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Il est remédié à toute infiltration d'eau susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés dans les délais les plus brefs.

Constats :

Les silos 1 et 2 sont équipés d'une silothermométrie fixe depuis juin 2025. Chaque cellule est dotée d'une sonde équipée de plusieurs points de mesure selon la hauteur des cellules.

Les températures des sondes sont renvoyées vers un logiciel de suivi, qui alerte l'exploitant en cas de dépassement des seuils de températures définis ; la température d'alarme est définie en fonction de la saison et des produits stockés.

De plus, le relevé des températures est imprimé une fois par mois et classé dans le registre dédié ; l'inspection a constaté que le registre était complété tous les mois.

Enfin, l'inspection a constaté que la procédure relative à la gestion d'un auto-échauffement du grain est affichée dans le bureau d'exploitation (il s'agit de la Consigne Environnement CE 105 datée du 27/08/2012).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage du silo

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envoi des poussières.

La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrement sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.

Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.

Constats :

La consigne relative au nettoyage du silo est la consigne générique du groupe AXEREAL. Elle prévoit que le nettoyage du silo doit être effectué aussi souvent que possible ou nécessaire, et qu'à minima l'ensemble des installations doit être nettoyé au moins une fois par trimestre. Le nettoyage concerne les planchers, les moteurs électriques, les parois, les escaliers, les passerelles, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et équipements, ainsi que toutes les surfaces susceptibles d'accumuler des poussières. Enfin, la consigne prévoit que chaque opération de nettoyage (date, lieu) doit être enregistrée dans le carnet d'entretien préventif ou sur un formulaire informatisé.

L'inspection a consulté le registre "général" du site dans lequel le responsable du site enregistre les nettoyages : l'inspection a constaté que le registre est complété plusieurs fois par mois et mentionne les nettoyages réalisés avec les localisations précises (exemple le 05/03/2026 : "nettoyage couloir silo 3" correspondant au dessous des cellules du silo 2).

Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté d'empoussièrement anormal dans les silos 1 et 2, les différents volumes du silo visités étaient propres.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies

Prescription contrôlée :

Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- le site est équipé d'une réserve incendie de 350 m³ ;

- d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
- des agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment), disponibles dans un délai compatible avec l'intervention ;
- de colonnes sèches en matériaux incombustibles, implantées dans les tours de manutention et conformes aux normes en vigueur ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche.

Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.

[...]

Constats :

L'inspection a vérifié les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Réserve d'eau incendie

Cf. constats formulés au point de contrôle n°3.

- Extincteurs

L'inspection a constaté, par sondage, la présence d'extincteurs répartis dans les installations du site. La dernière vérification annuelle des extincteurs du site a été effectuée le 27/06/2025 par la société EUROFEU ; le rapport correspondant liste 21 extincteurs et conclut à leur bon fonctionnement.

- Colonnes sèches

L'inspection a constaté la présence d'une colonne sèche incendie dans chacune des 2 tours de manutention du silo. La dernière vérification annuelle des colonnes sèches a été effectuée le 09/04/2025 par la société EUROFEU ; le rapport correspondant conclut au bon fonctionnement des 2 colonnes sèches.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de surpression de 50 mbar ou d'ensevelissement

Prescription contrôlée :

Pour tous les sentiers, chemins fréquentés par des tiers, situés aux abords des limites de propriété et dans les périmètres des zones de surpressions de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers, l'exploitant est tenu d'afficher des panneaux d'informations visant à limiter la présence de ces tiers à proximité des installations à risques.

Le cas échéant, pour les aires de stationnement des routes situées dans ces mêmes périmètres,

l'exploitant engage auprès de leur gestionnaire des démarches visant à proposer leur déplacement en dehors des zones de risques.
L'exploitant met en place les mesures compensatoires nécessaires afin de protéger le pavillon d'un ensevelissement éventuel du à un déchirement des cellules de stockage du silo 2.

Constats :

L'étude des dangers du site de mars 2006, complétée en mars 2007, conclut à l'identification des zones d'effets suivantes :

- une zone de projection de surfaces soufflables en cas d'explosion dans la tour de manutention du silo 2 : la distance maximale est de 10,4 mètres. La zone d'effets de projection reste à l'intérieur des limites de propriété du site.
- une zone d'ensevelissement en cas de rupture des cellules du silo 2 : la distance est de 16,2 mètres. La zone d'ensevelissement reste à l'intérieur des limites de propriété du site, toutefois elle impacte partiellement la réserve d'eau incendie et une petite partie du pavillon présent sur le site. Par courrier du 24 janvier 2011, l'exploitant s'est engagé à abandonner l'usage d'habitation pour le logement individuel présent dans le périmètre de l'installation. L'inspection a constaté que le pavillon est abandonné et dans un état de vétusté ne lui permettant plus d'être habité (des photos sont jointes en annexe confidentielle).

L'inspection constate que les zones d'effets calculées dans l'étude des dangers ne sortent pas du site et n'impactent aucun tiers.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mise à jour de la situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2008, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations, gestion des modifications

Prescription contrôlée :

Article 3 de l'APC du 13/06/2008 : Conformité des installations, gestion des modifications

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément, aux dispositions du présent arrêté et aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés, et en particulier, l'étude de danger correspondant aux installations, qui définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et l'intensité des effets des accidents susceptibles de survenir.

Les barrières de sécurité (équipements, procédures opératoires, formation, consignes, instruction...), définies dans le présent arrêté et dans l'étude de danger font l'objet d'un suivi particulier afin de garantir leur efficacité à tout moment.

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'étude de danger, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Article 7 de l'APC du 13/06/2008 : équipements abandonnés

Les installations désaffectées sont débarrassées de tout stock de matières. Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air.) ainsi que la sécurité publique. Des opérations de décontamination

sont conduites le cas échéant. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans l'installation. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, des dispositions matérielles doivent interdire leur réutilisation. De plus, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations (sectionnement et bridage des conduites, etc.).

Article R.512-39 du code de l'environnement :

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.

Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.

Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

Constats :

Informations mentionnées dans le rapport de la visite d'inspection du 28/09/2020 :

La coopérative AXEREAL a pour activité principale le stockage et la commercialisation de céréales. Son établissement est implanté dans la campagne, à l'Est du bourg de la commune de Cigogné. Le site de Cigogné a également un stockage d'engrais liquide. La coopérative procédait également au séchage de céréales sur ce site jusqu'à fin novembre 2013 lorsque le séchoir a été détruit par un incendie. L'exploitant déclare qu'il a arrêté, depuis le 1er novembre 2019, l'ensemble des activités approvisionnement : stockage d'engrais liquides en récipients et engrais solides, ainsi que le stockage et la distribution de produits phytopharmaceutiques. Il indique que ce site est désormais un site « optimisé », sans présence humaine permanente. Ces éléments plaident pour la constitution d'un nouveau dossier de porter à connaissance qu'il conviendrait d'adresser à la préfecture d'Indre et Loire.

Constat relevé lors de la visite d'inspection du 28 septembre 2020 :

[...] Par ailleurs, la situation administrative est à actualiser.

Constat relevé lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2023 :

[...] La situation administrative du site n'est pas actualisée.

La non-conformité notifiée suite à l'inspection du 28 septembre 2020 est reconduite avec le libellé suivant : Le plan des installations à communiquer aux services de secours n'est plus à jour. Par ailleurs, la situation administrative du site n'est pas actualisée.

Constat lors de la visite d'inspection du 11/03/2026 :

L'inspection a constaté la présence sur le site des installations suivantes dont l'exploitant a arrêté l'activité : des cuves d'engrais liquides, un réservoir de GPL, un réservoir de gazole. L'exploitant

<p>doit déclarer à Monsieur le Préfet l'arrêt de ces activités et notamment démanteler les équipements inutilisés.</p> <p>Le magasin de stockage d'engrais en vrac est désormais utilisé pour le stockage de céréales ; l'exploitant doit déclarer le changement d'usage de ce bâtiment.</p> <p>Conclusion : La situation administrative du site doit être actualisée. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à Monsieur le Préfet (avec copie à l'inspection) un dossier de porter-à-connaissance comportant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la télédéclaration de cessation d'activité concernant les activités de stockage d'engrais solide, d'engrais liquide et de produits phytosanitaires, conformément aux articles R.512-66-1 et R.512-75-1 du code de l'environnement - le changement d'usage du magasin anciennement exploité pour le stockage d'engrais solides aujourd'hui utilisé pour le stockage de céréales. - la mise à jour du tableau de classement des activités ICPE du site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>